

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3766

[C — 2007/11423]

2 AOUT 2007. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 4 décembre 2006 transposant en droit belge la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, notamment les articles 9 à 13 et 92, modifiés par la loi du 4 décembre 2006;

Vu la loi du 4 décembre 2006 transposant en droit belge la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1998 relatif à la perception et à la redistribution de certains droits de suite en matière de droit d'auteur et des droits voisins et désignant les sociétés de gestion chargées de percevoir et de redistribuer les droits de suite qui n'ont pu être payés;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2007;

Vu l'avis 43.262/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 juin 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les sociétés de gestion désignées par le Roi, visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, § 3, et à l'article 92, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, ci-après « la loi », sont :

1° la société civile sous forme de société coopérative à responsabilité limitée « Société belge des Auteurs, compositeurs et Editeurs », en abrégé : « Sabam », dont le numéro d'entreprise est 0402.989.270;

2° la société civile sous forme de société coopérative à responsabilité limitée « Société multimédia des auteurs des arts visuels », en abrégé « Sofam », dont le numéro d'entreprise est 0419.415.330.

Art. 2. § 1^{er}. Les professionnels du marché de l'art notifient tous les trois mois, au plus tard le vingtième jour suivant chaque trimestre civil, les reventes visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi.

§ 2. Cette notification se fait aux personnes visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi au moyen d'un formulaire destiné à cet effet contenant les données suivantes :

1° les données d'identification du professionnel du marché de l'art, telles le nom, l'adresse et le numéro d'entreprise;

2° le titre de l'œuvre d'art;

3° le nom de l'auteur;

4° la date de la revente;

5° le cas échéant, l'indication qu'il s'agit d'une vente visée à l'article 11, § 2, de la loi, et dans ce cas, la date d'achat de l'œuvre et l'identité de son vendeur;

6° le prix de vente, hors T.V.A.

Le Ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions peut prévoir des mentions supplémentaires ou adapter ou supprimer des mentions, si cela est utile à la perception et à la répartition du droit de suite.

Un modèle de ce formulaire est agréé par le Ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions. Les formulaires peuvent être obtenus auprès des sociétés de gestion chargées de la gestion du droit de suite.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3766

[C — 2007/11423]

2 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 4 december 2006 houdende de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, inzonderheid op de artikelen 9 tot 13 en 92, gewijzigd bij de wet van 4 december 2006;

Gelet op de wet van 4 december 2006 houdende de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1998 betreffende de inning en de verdeling van bepaalde volgrechten op het stuk van het auteursrecht en van de naburige rechten en tot aanwijzing van de beheersvennootschappen, belast met de inning en de verdeling van de volgrechten die niet konden worden uitgekeerd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2007;

Gelet op het advies 43.262/2 van de Raad van State, gegeven op 27 juni 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De door de Koning aangewezen beheersvennootschappen, bedoeld in artikel 13, § 1, eerste en tweede en derde lid, § 3, en in artikel 92, § 2, tweede en derde lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, hierna « de wet », zijn :

1° de burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen « Belgische Vereniging der Auteurs, Componisten en Uitgevers », afgekort « Sabam », met ondernemingsnummer 0402.989.270;

2° de burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen « Multi Mediamaatschappij van de auteurs van de visuele kunsten », afgekort « Sofam », met ondernemingsnummer 0419.415.330.

Art. 2. § 1. De actoren uit de professionele kunsthandel doen om de drie maanden, uiterlijk de twintigste dag na ieder kalenderkwartaal, kennisgeving van de in artikel 13, § 1, tweede lid, van de wet bedoelde doorverkoop.

§ 2. Deze kennisgeving geschiedt aan de in artikel 13, § 1, tweede lid, van de wet bedoelde personen, via een daartoe bestemd formulier dat de volgende gegevens bevat :

1° de identificatiegegevens van de actor uit de professionele kunsthandel, zoals de naam, het adres en het ondernemingsnummer;

2° de titel van het kunstwerk;

3° de naam van de auteur;

4° de datum van de doorverkoop;

5° in voorkomend geval de vermelding of het een verkoop bedoeld in artikel 11, § 2, van de wet betreft, en in dit geval de datum van aankoop van het werk en de identiteit van de verkoper ervan;

6° de verkoopprijs exclusief BTW.

De Minister bevoegd voor het auteursrecht kan in bijkomende vermeldingen voorzien, of vermeldingen aanpassen of schrappen, ingeval dat nuttig is voor de inning en verdeling van het volgrecht.

Een model van dit formulier wordt goedgekeurd door de Minister bevoegd voor het auteursrecht. De formulieren kunnen verkregen worden bij de beheersvennootschappen die belast zijn met het beheer van het volgrecht.

Art. 3. § 1^{er}. Les sociétés de gestion transmettent au délégué du Ministre, visé à l'article 76 de la loi, la liste des ayants droit qui leur ont volontairement confié la gestion de leur droit de suite et veillent à ce que cette liste soit mise à jour tous les six mois.

Toute personne peut obtenir sur demande écrite, à ses frais, la liste visée à l'alinéa précédent auprès du délégué du Ministre visé à l'article 76 de la loi.

§ 2. Les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er}, ouvrent un compte commun auprès d'une institution financière sur lequel les sommes visées à l'article 13, § 3, de la loi sont versées. Les intérêts sont capitalisés.

Les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er} publient une fois par an au *Moniteur belge* :

1° la liste des ayants droit dont les œuvres ont fait l'objet d'une revente ayant donné lieu au cours de l'année civile précédente au versement du droit de suite sur le compte commun, ainsi que la date de la revente et la date de la notification de la revente à une de ces sociétés de gestion des droits, ou

2° à défaut d'identification des ayants droit, la liste des œuvres ayant fait l'objet au cours de l'année civile précédente d'un versement du droit de suite sur le compte commun, ainsi que la date de la revente et la date de la notification de la revente à une de ces sociétés de gestion des droits.

Les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er} publient les mêmes informations également sur leur site web.

§ 3. A l'expiration du délai de prescription défini à l'article 13, § 2, de la loi, les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er} se répartissent entre elles les sommes versées sur le compte commun proportionnellement au montant des droits de suite perçus par chacune d'entre elles au cours de l'année civile précédente.

Après la répartition visée à l'alinéa précédent, les sommes sont redistribuées aux ayants droit, conformément aux règles prévues à l'article 69 de la loi.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque l'auteur n'a pas confié la gestion de ses droits à une société de gestion des droits, les sociétés de gestion visées à l'article 1^{er} sont réputées être chargées de gérer le droit à l'information visé à l'article 13, § 4, de la loi.

Dans le cas visé à l'alinéa précédent, l'auteur est libre de choisir laquelle de ces sociétés de gestion est réputée être chargée de gérer son droit à l'information. Pour ces auteurs, les mêmes droits et obligations sont d'application en ce qui concerne le droit à l'information que pour les ayants droit ayant confié la gestion de leurs droits à cette société.

§ 2. Les sociétés de gestion exercent le droit à l'information visé à l'article 13, § 4, alinéas 1^{er} et 2, au moyen d'une demande d'information mentionnant ce qui suit :

1° le fondement juridique de la demande;

2° les données demandées;

3° les motifs et l'objet de la demande;

4° le délai dans lequel les données doivent être communiquées, lequel s'élève au minimum à vingt jours ouvrables, à compter de la réception de la demande.

§ 3. Le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions peut déterminer le nombre et la fréquence des demandes, de sorte qu'elles ne gênent pas les activités des personnes interrogées plus que nécessaire.

§ 4. Les données obtenues en réponse à une demande ne peuvent pas être utilisées à des fins ou pour des raisons autres que la perception et la répartition du droit de suite.

Art. 5. Dans l'article 12 de la loi, les mots « 1.250 EUR » sont chaque fois remplacés par les mots « 2.000 EUR ».

Art. 3. § 1. De beheersvennootschappen zenden de lijst van de rechthebbenden die hen vrijwillig het beheer hebben toevertrouwd, over aan de in artikel 76 van de wet bedoelde vertegenwoordiger van de Minister, en zorgen ervoor dat deze lijst om de zes maanden bijgewerkt wordt.

Eenieder kan op schriftelijke aanvraag, de in het vorige lid bepaalde lijst op eigen kosten verkrijgen bij de in artikel 76 van de wet bedoelde vertegenwoordiger van de Minister.

§ 2. De in artikel 1 bedoelde beheersvennootschappen openen een rekening bij een financiële instelling, waarop de bedragen bepaald in artikel 13, § 3, van de wet worden gestort. De interesten worden gekapitaliseerd.

De in artikel 1 bedoelde beheersvennootschappen maken eenmaal per jaar in het *Belgisch Staatsblad* bekend :

1° de lijst van rechthebbenden waarvan de werken het voorwerp hebben uitgemaakt van een doorverkoop die tijdens het vorige kalenderjaar aanleiding heeft gegeven tot het storten van volgrecht op de gemeenschappelijke rekening, evenals de datum van de doorverkoop en de datum van de kennisgeving van de doorverkoop aan één van deze beheersvennootschappen, of

2° bij ontstentenis van identificatie van de rechthebbenden, de lijst van de werken die tijdens het vorige kalenderjaar aanleiding hebben gegeven tot het storten van het volgrecht op de gemeenschappelijke rekening, evenals de datum van de doorverkoop en de datum van de kennisgeving aan één van deze beheersvennootschappen.

De in artikel 1 bedoelde beheersvennootschappen maken dezelfde gegevens tevens bekend op hun website.

§ 3. Bij het verstrijken van de verjaringstermijn bepaald in artikel 13, § 2, van de wet, verdelen de in artikel 1 vermelde beheersvennootschappen de op de gemeenschappelijke rekening gestorte bedragen onder elkaar in verhouding tot het bedrag aan volgrechten dat elk van hen tijdens het voorbije kalenderjaar heeft geïnd.

Na de verdeling bepaald in het vorige lid worden de bedragen overeenkomstig de regels bepaald in artikel 69 van de wet, onder de rechthebbenden herverdeeld.

Art. 4. § 1. Indien de auteur zijn rechten niet aan een vennootschap voor het beheer van de rechten heeft opgedragen, zijn de in artikel 1 bedoelde beheersvennootschappen geacht te zijn belast met het beheer van het in artikel 13, § 4, van de wet bedoelde recht op inlichtingen.

In het in het vorige lid bepaalde geval staat het de auteur vrij te kiezen welke van die vennootschappen geacht wordt zijn recht op inlichtingen te beheren. Voor deze auteur gelden dezelfde rechten en plichten met betrekking tot het recht op inlichtingen als voor de rechthebbenden die het beheer van hun rechten aan deze vennootschap hebben opgedragen.

§ 2. De beheersvennootschappen oefenen het in artikel 13, § 4, eerste en tweede lid, bedoelde recht op inlichtingen uit door middel van een verzoek om inlichtingen, dat het volgende vermeldt :

1° de rechtsgrond van het verzoek;

2° de gevraagde gegevens;

3° de redenen en het doel van het verzoek;

4° de termijn binnen dewelke de gegevens moeten worden meegeedeeld, die minimum twintig werkdagen bedraagt te rekenen van de ontvangst van het verzoek.

§ 3. De minister bevoegd voor het auteursrecht kan het aantal en de frequentie van de verzoeken op zodanige wijze bepalen dat zij de activiteiten van de ondervraagde personen niet meer dan nodig hinderen.

§ 4. De gegevens verkregen als antwoord op een verzoek mogen niet voor andere doeleinden of om andere redenen worden aangewend dan voor de inning en verdeling van het volgrecht.

Art. 5. In artikel 12 van de wet, worden de woorden « 1.250 EUR » telkens vervangen door de woorden « 2.000 EUR ».

Art. 6. L'action de l'auteur relative aux droits de suite visés à l'article 92, § 2, alinéa 2, de la loi, se prescrit par trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. L'arrêté royal du 8 juillet 1998 relatif à la perception et à la redistribution de certains droits de suite en matière de droit d'auteur et des droits voisins et désignant les sociétés de gestion chargées de percevoir et de redistribuer les droits de suite qui n'ont pu être payés, est abrogé.

Art. 8. Entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel le présent arrêté est publié au *Moniteur belge* :

1° les articles 2 à 8, à l'exception de l'article 7, a) et d), de la loi du 4 décembre 2006 transposant en droit belge la directive 2001/84/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative au droit de suite au profit de l'auteur d'une œuvre d'art originale;

2° le présent arrêté.

Art. 9. Notre ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 août 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

Art. 6. De vordering van de auteur met betrekking tot de volgrechten bepaald in het artikel 92, § 2, tweede lid, van de wet, verjaart door verloop van drie jaren te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 8 juli 1998 betreffende de inning en de verdeling van bepaalde volgrechten op het stuk van het auteursrecht en van de naburige rechten en tot aanwijzing van de beheersvennootschappen, belast met de inning en de verdeling van de volgrechten die niet konden worden uitgekeerd, wordt opgeheven.

Art. 8. Op de eerste dag van de tweede maand na die waarin dit besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* treden in werking :

1° de artikelen 2 tot 8, met uitzondering van de artikel 7, a) en d) van de wet van 4 december 2006 houdende de omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2001/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende het volgrecht ten behoeve van de auteur van een oorspronkelijk kunstwerk;

2° dit besluit.

Art. 9. Onze minister bevoegd voor het auteursrecht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 augustus 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

F. 2007 — 3767

[C — 2007/21102]

17 AOUT 2007. — Arrêté ministériel complétant l'arrêté ministériel du 28 septembre 2004 établissant la liste des services et institutions de recherche scientifique ou de financement de la recherche scientifique qui peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de la durée de l'ancienneté scientifique du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat

Le Ministre de la Politique scientifique,

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 5, alinéa 2, °, b;

Vu l'arrêté du 28 septembre 2004 du Ministre de la Politique scientifique établissant la liste des services et institutions de recherche scientifique ou de financement de la recherche scientifique qui peuvent entrer en ligne de compte pour le calcul de la durée de l'ancienneté scientifique du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, modifiés par les arrêtés ministériels des 24 mai 2005, 29 juillet 2005 et 23 mars 2007;

Considérant que l'association sans but lucratif "Médecins sans Frontières, Section belge/Dokters zonder Grenzen, Belgische Sektie", dénommée ultérieurement "Médecins Sans Frontières/Artsen Zonder Grenzen/Ärzte Ohne Grenzen" a été créé avec siège à Bruxelles par acte constitutif du 25 novembre 1980 publié au *Moniteur belge* du 16 avril 1981 et que ses statuts coordonnés en vertu de la loi du 2 mai 2002 ont été publiés au *Moniteur belge* les 22 octobre 2004 et 23 août 2006;

Considérant que cette association a pour objectif fondamental d'apporter assistance aux populations en détresse, aux victimes de catastrophes d'origine naturelle et humaine et de situations de belligérance;

PROGRAMMATORISCHE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

N. 2007 — 3767

[C — 2007/21102]

17 AUGUSTUS 2007. — Ministerieel besluit houdende aanvulling van het ministerieel besluit van 28 september 2004 tot vaststelling van de lijst der diensten en instellingen voor wetenschappelijk onderzoek of voor de financiering van het wetenschappelijk onderzoek die in aanmerking kunnen genomen worden voor de berekening van de duur van de wetenschappelijke anciënniteit van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke instellingen van de Staat

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke instellingen van de Staat, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, 2°, b;

Gelet op het besluit van 28 september 2004 van de Minister van Wetenschapsbeleid tot vaststelling van de lijst der diensten en instellingen voor wetenschappelijk onderzoek of voor de financiering van het wetenschappelijk onderzoek die in aanmerking kunnen genomen worden voor de berekening van de duur van de wetenschappelijke anciënniteit van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke instellingen van de Staat, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 24 mei 2005, 29 juli 2005 en 23 maart 2007;

Overwegende dat de vereniging zonder winstoogmerken "Médecins sans Frontières, Section belge/Dokters zonder Grenzen, Belgische Sektie", later genoemd "Médecins Sans Frontières/Artsen Zonder Grenzen/Ärzte Ohne Grenzen" met zetel te Brussel werd opgericht bij oprichtingsakte van 25 november 1980, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 16 april 1981, en dat haar statuten, gecoördineerd volgens de wet van 2 mei 2002, werden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 22 oktober 2004 en 23 augustus 2006;

Overwegende dat het verlenen van hulp aan volkeren in nood, aan slachtoffers van rampen van natuurlijke of menselijke oorsprong en slachtoffers van oorlogssituaties de fundamentele doelstelling van deze vereniging is;